

24 January 2024 (Le Figaro)

[Démographie, dette, protectionnisme: les leçons de l'histoire pour l'économie française \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Démographie, dette, protectionnisme: les leçons de l'histoire pour l'économie française

Par [Martin Bernier](#)

Publié le 22/01/2024 à 20:30, mis à jour hier à 13:43



Charles Serfaty. *Fabien Clairefond*

ENTRETIEN - Dans son *Histoire économique de la France*, Charles Serfaty remonte jusqu'à l'Antiquité pour analyser les mutations qu'a traversées notre pays. Un ouvrage saisissant et érudit qui éclaire les interrogations actuelles sur la natalité, l'endettement ou encore le commerce international.

Docteur en économie du MIT et économiste à la Banque de France, Charles Serfaty publie « Histoire économique de la France. De la Gaule à nos jours » (Passés/Composés).

LE FIGARO. - Vous écrivez que la puissance de la France à travers l'histoire est assez décorrélée de la croissance - l'époque de la Renaissance et le règne de Louis XIV ne sont pas des périodes d'expansion économique. Comment expliquer cette spécificité française ?

Charles SERFATY. - Le vrai décollage se produit au début du XIX^e siècle en France. Auparavant, l'économie est relativement stationnaire - ce qu'Emmanuel Le Roy Ladurie a appelé « *l'histoire immobile* ». Ce qui est frappant dans le cas de la France, c'est que sa puissance militaire au XVII^e siècle - notamment liée à sa population, car la France était jusqu'au XIX^e siècle le pays le plus peuplé d'Europe, avec 20 millions d'habitants - et son influence en Europe n'ont pas empêché que le niveau de vie des Français ne s'améliore significativement entre le Moyen Âge et la Révolution.

En outre, la France a été le premier pays à connaître la transition démographique et à voir son taux de natalité baisser, avant tous les autres pays du monde, probablement sous l'influence des idées des Lumières. La population française croît ainsi moins rapidement que dans le reste de l'Europe au XIX^e siècle. Fernand Braudel soulignait déjà que si la population française avait crû au même rythme que celle du Royaume-Uni, nous serions aujourd'hui 240 millions. Nous avons donc en réalité vu notre puissance démographique baisser, au moment même où l'économie commençait à prospérer.

Est-ce à dire que la croissance de la population est plus importante pour le pays que la croissance de la production ? Un pays dont la population diminue est-il condamné au déclin ?

Il est possible d'avoir une population déclinante et d'avoir un niveau de vie qui s'améliore : au Japon, malgré un déclin démographique, le revenu par habitant a augmenté un tout petit peu plus vite qu'en France sur les deux dernières décennies, notamment grâce à un investissement dans le capital productif. En revanche, cette croissance du niveau de vie ne compense pas un déclin démographique, qui détermine aussi le poids d'un pays dans l'économie mondiale et son influence. C'est la combinaison des deux qui permet à un pays de devenir une puissance.

Le destin de Louis XVI a inspiré beaucoup de discipline budgétaire à ses successeurs. Le défaut de 1797 fut le dernier, et nous bénéficions encore aujourd'hui de taux d'intérêt favorables sur les marchés financiers

Dans le cas de la France, le vieillissement de la population est un défi majeur. L'augmentation des dépenses de retraites, qui représentent 14 % du PIB, et de celles de santé explique la hausse de la part des prélèvements obligatoires survenue en France depuis les années 1960. Dans ce contexte, un « réarmement démographique », s'il est possible, serait utile. Une population active plus nombreuse permettrait une baisse du taux de cotisations sociales, et favoriserait l'export tout en permettant de mieux rémunérer le travail.

Vous revenez aussi sur l'histoire économique de la Gaule, les effets de la pax romana et de l'unité économique méditerranéenne, et vous évoquez les différents épisodes protectionnistes sous la Restauration et sous la III^e République. À la lumière de l'histoire, les bienfaits de l'ouverture de l'économie sont-ils attestés ?

Le commerce a été une des clés de la croissance : il permet la spécialisation et la formation d'avantages comparatifs, et des échanges mutuellement bénéfiques - c'est une idée presque aussi vieille que la science économique. Les grandes transformations qui ont le plus aidé l'économie française sont celles qui ont supprimé les barrières au commerce intérieur : le tarif de 1664 de Colbert, la Révolution qui abolit toutes les douanes intérieures et le chemin de fer.

Ce qui est intéressant, cependant, c'est que certains épisodes protectionnistes n'ont pas été aussi contre-productifs qu'on le croit. Un des plus connus, le blocus continental décidé par Napoléon, a probablement permis à l'industrie textile de se développer en France, d'après un récent travail de recherche qui montre que les départements du Nord les plus touchés par les restrictions avaient sensiblement augmenté leurs investissements en machines-outils. Cela aurait été impossible si l'accord de libre-échange avec l'Angleterre de 1786 avait été maintenu.

Il peut être bon de protéger certaines industries de pointe naissantes afin de vérifier que les savoir-faire se diffusent dans l'économie. Il n'est pas toujours déraisonnable non plus de vouloir adoucir certaines mutations économiques, comme on l'a fait avec les prix garantis de la politique agricole commune qui ont ralenti l'exode rural. Au XIX^e siècle, il n'y a pas de lien évident entre protectionnisme et croissance, ni en France ni en Europe.

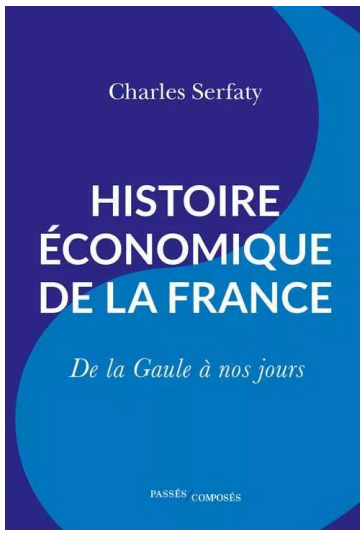
La dette occupe une place centrale dans votre livre, vous écrivez notamment que la monarchie française ne réussit jamais à tenir ses finances dans un état soutenable. L'endettement a-t-il nui à l'économie française sur le temps long ? Quels échos y voyez-vous avec la situation actuelle ?

Les emprunts publics sur des marchés financiers datent de l'époque de François I^{er}, notamment à Lyon et à Paris. Le philosophe Jean Bodin s'inquiétait du fait que la dette rendrait les marchands casaniers et qu'ils investiraient dans la dette publique plutôt que dans leur capital productif - d'autant plus que le défaut de 1558 les a tous ruinés. Plus que la dette en elle-même, qui peut jouer un rôle économique utile pour l'épargne, c'est son manque de fiabilité qui a nui à l'économie d'Ancien régime.

Aujourd'hui, la dette représente 110% du PIB, mais notre système fiscal et notre économie sont bien plus équilibrés qu'en 1789

Louis XVI s'est rendu compte que l'Angleterre jouissait d'un crédit meilleur que la France, avec des taux plus faibles : il tenta alors d'augmenter les impôts pour rembourser la dette, qui était proche de 100 % du PIB après la guerre d'indépendance américaine, en convoquant les états généraux. Le destin de Louis XVI a inspiré beaucoup de discipline budgétaire à ses successeurs. Le défaut de 1797 fut le dernier, et nous bénéficions encore aujourd'hui de taux d'intérêt favorables sur les marchés financiers.

Aujourd'hui, la dette représente 110 % du PIB, mais notre système fiscal et notre économie sont bien plus équilibrés qu'en 1789. Si nous réduisons nos déficits à un niveau plus raisonnable qu'en 2023 et que la croissance du pays se maintient, la dette se résorbera d'elle-même. Ce qui est difficile, c'est que nous avons des besoins : améliorer le fonctionnement de notre système éducatif, investir dans notre système de santé et accélérer la transition écologique. Il faudra faire des choix.



«Histoire économique de la France. De la Gaule à nos jours» *Éditions Passés/Composés*